




**COMITE SYNDICAL DU PAYS DE MORLAIX
SÉANCE DU 5 DECEMBRE 2022**

SALLE DES CONFERENCES – CCIMBO MORLAIX

12h30- 14h00 / plateaux repas

ORDRE DU JOUR

1	Désignation d'un secrétaire de séance
2	Adoption du procès-verbal du Comité syndical du 31 AOUT 2022
3	BLUE VALLEY : bilan et perspectives
4	Ressources Humaines - modification du tableau des emplois (SCOT)
5	Bilan du Schéma de cohérence territoriale du Léon
6	Projet de territoire du Pays de Morlaix
7	SIG mutualisé
8	ART - plateforme de la mobilité
9	Divers

	Séance du 5 décembre 2022 – Point 1
	Désignation d'un secrétaire de séance
	Rapporteur : JEAN-PAUL VERMOT

«.. au début de chacune de ses séances, le Comité syndical nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire ».

Cela signifie que le secrétaire de séance doit être un membre de l'assemblée délibérante.

Il est prévu que le Comité syndical puisse adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires pris en dehors de ses membres qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.


Cela signifie que le Comité syndical peut demander à des agents d'assister à des séances pour aider le secrétaire de séance.

Comme il s'agit d'une nomination ou d'une désignation, le secrétaire de séance doit être désigné au scrutin secret ; toutefois, l'assemblée délibérante pourra décider de s'affranchir de cette désignation à bulletins secrets à condition de le décider à l'unanimité.

Ces formalités sont imposées par le CGCT ; néanmoins, si elles ne sont pas respectées ceci n'entraînera pas l'annulation des délibérations.

DECISION SOLLICITEE

- Le Comité syndical doit délibérer pour entériner la désignation, en son sein, d'un secrétaire de séance de l'assemblée délibérante.

	Séance du 5 décembre 2022 – Point 2
	Adoption du procès-verbal du Comité syndical du 31 AOUT 2022
	Rapporteur : JEAN-PAUL VERMOT

Le procès-verbal a pour objet d'établir et de conserver les faits et décisions des séances du Comité syndical du PETR Pays de Morlaix.

Le procès-verbal ne doit pas être confondu avec le compte rendu ; toutefois, il n'y aurait pas d'illégalité à ce que le même texte tienne lieu à la fois de compte rendu et de procès-verbal, dès lors que les décisions sont présentées de façon claire et que le document permet de répondre aux différents objectifs impartis.

Le procès-verbal est rédigé par le secrétaire de séance, nommé par le Comité syndical conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Il est approuvé par les membres du comité syndical présents à la séance.

Aucune disposition législative ou réglementaire ne précise les mentions qui doivent être portées obligatoirement aux procès-verbaux.

La grande souplesse laissée par la loi pour l'établissement des procès-verbaux des séances a été reconnue par le Conseil d'État.

Dans le silence de la loi et pour limiter les éventuelles contestations, le procès-verbal doit cependant contenir les éléments nécessaires tant à l'information du public qu'à celle du préfet chargé du contrôle de légalité sur les décisions prises par le Comité syndical voire à l'examen par le juge administratif en cas de contestation.


Enfin, en application de l'article L. 2121-26 du CGCT, la communication peut en être demandée par toute personne physique ou morale. Le procès-verbal ne constitue pas, en revanche, une mesure de publicité des délibérations.

Pièce jointe

- **Procès-verbal du comité syndical du 31 AOUT 2022**

DECISION SOLLICITEE

- **Adoption du PV du comité syndical du 31 AOUT 2022**

	Séance du 5 décembre 2022 – Point 3
	BLUE VALLEY : bilan et perspectives
	Rapporteur : SOLANGE CREIGNOU

Exposé

Depuis 2019, le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays de Morlaix anime Blue Valley®, dont l'ambition est de développer la bioéconomie bleue, considérée comme un levier supplémentaire de développement économique local et de création de nouvelles entreprises et emplois sur le territoire.

Les éléments présentés en comité syndical ont pour objet de faire l'état des lieux du travail réalisé pendant la période 2020-2023 :

- permettre de fournir des éléments de compréhension de ses différents répertoires d'actions,
- présenter en détails les résultats qualitatifs et quantitatifs de l'action menée pendant 3 ans.

C'est sur la base de ce bilan, qu'une nouvelle feuille de route est proposée pour la période 2023-2026, afin de poursuivre et développer le programme Blue Valley®.

Ce dossier se compose :

- D'une brochure-bilan (version de travail)
- D'une présentation powerpoint
- D'un tableau feuille de route (document de travail)
- D'un lien vers une vidéo promotionnelle (à vocation de publication) : <https://www.youtube.com/watch?v=rUBItMsKWKk>

Contexte

Fin de la phase « pilote » financée par le FEAMP entre 2020 et 2023.

Présentation du bilan 2020-2023 et construction des perspectives pour la période 2023-2026.

Objectifs et attendus

Blue Valley®, agit pour créer les conditions favorables à l'émergence de nouveaux projets et à la consolidation d'un écosystème d'acteurs à travers 5 grandes missions :

1. ANIMER LA COMMUNAUTE en organisant des événements fédérateurs réguliers et porteurs de nouvelles opportunités.
2. SUSCITER L'ENVIE D'ENTREPRENDRE en proposant aux étudiants et jeunes chercheurs de découvrir les métiers, le monde de l'entreprise et l'entrepreneuriat.
3. FACILITER LE PARCOURS DU CREATEUR en orientant les porteurs de projets vers les bonnes structures d'aide à l'innovation et en accompagnant le parcours résidentiel des entrepreneurs.
4. STIMULER L'INNOVATION AU CROISEMENT DES FILIERES en faisant la promotion de l'offre scientifique du territoire auprès des entreprises et en soutenant les projets d'aquaculture respectueux de l'environnement.
5. RAYONNER A L'INTERNATIONAL en participant à des événements internationaux, des conventions d'affaires et à l'accueil de délégations étrangères.


La feuille de route 2023-2026 propose de poursuivre les actions engagées et de développer de nouvelles orientations.

Pièces jointes :

- Brochure-bilan (version de travail)
- Présentation powerpoint
- Tableau feuille de route (document de travail)
- Vidéo promotionnelle : <https://www.youtube.com/watch?v=rUBltMsKWKk>

DECISION SOLLICITEE

- ❖ Valider la brochure-bilan et autoriser la diffusion aux partenaires
- ❖ Donner un avis sur la feuille de route 2023-2026
- ❖ Autoriser le PETR à faire les demandes de subvention adéquates (FEAMPA, FEDER, ...)
- ❖ Autoriser la publication de la vidéo (réseaux sociaux, site internet, ...)

	Séance du 5 décembre 2022 – Point 4
	Ressources humaines – modification du tableau des emplois
	Rapporteur : JEAN-PAUL VERMOT


Exposé

La modification du tableau des emplois s'avère nécessaire afin de procéder au recrutement de la cheffe de projet SCOT sur le grade « ingénieur territorial ».

Pièce jointe : tableau des emplois

DECISION SOLLICITEE

- Approuver le tableau des emplois – version 5 décembre 2022

	Séance du 5 décembre 2022 – Point 5
	Bilan du SCOT du Léon à 6 ans
	Rapporteur : CHRISTOPHE MICHEAU

Exposé

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Léon a été approuvé par délibération du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Léon le 13 avril 2010, rendue exécutoire le 27 juin 2010. En application de l'article L143-28 du code de l'urbanisme, le 07 décembre 2016, le Syndicat Mixte du Léon a procédé à l'analyse des résultats de l'application du Schéma, et délibéré sur le maintien en vigueur du SCoT du Léon.

Six ans plus tard, en application de l'article L143-28 du code de l'urbanisme, il y a lieu de procéder à une nouvelle analyse des résultats de l'application du SCoT du Léon, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace, de réduction du rythme de l'artificialisation des sols, d'implantations commerciales, et de délibérer sur le maintien en vigueur ou la révision du document.

Compte-tenu de la prise de compétence «élaboration, approbation et évolution du schéma ou des schémas de cohérence territoriale » par le PETR du Pays de Morlaix, entérinée par arrêté préfectoral du 21 avril 2022, la délibération relative au maintien en vigueur du SCoT ou à sa révision sur la base de l'analyse des résultats de l'application du schéma est prise par le Comité Syndical du PETR du Pays de Morlaix.

Article L143-28

Six ans au plus après la délibération portant approbation du schéma de cohérence territoriale, la dernière délibération portant révision complète de ce schéma, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 procède à une analyse des résultats de l'application du schéma, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace, de réduction du rythme de l'artificialisation des sols, d'implantations commerciales et, en zone de montagne, de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles structurantes.

Cette analyse est communiquée au public, à l'autorité administrative compétente de l'Etat, et à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement, mentionnée à l'article L. 104-6. Sur la base de cette analyse et, le cas échéant, du débat mentionné au troisième alinéa, l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 délibère sur le maintien en vigueur du schéma de cohérence territoriale ou sur sa révision.

Lorsque le périmètre du schéma de cohérence territoriale est identique à celui d'un plan local d'urbanisme intercommunal, cette analyse comprend, en outre, un examen de l'opportunité d'élargir le périmètre du schéma, en lien avec les territoires limitrophes. L'organe délibérant de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 débat alors spécifiquement sur l'évolution du périmètre du schéma avant de décider du maintien en vigueur du schéma ou de sa révision.


A défaut d'une telle délibération, le schéma de cohérence territoriale est caduc.

L'analyse des résultats du SCoT du Léon fait ressortir que plusieurs des grands objectifs fixés en 2010 ont été atteints ou que les politiques publiques conduites localement tendent vers leur réalisation.

Il semble toutefois plus pertinent à moyen terme d'aborder les enjeux liés à l'évolution des modes de vie et aux transitions environnementales et démographiques à l'échelle du pays de Morlaix.

- ***Pièce jointe : le bilan du SCOT du Léon à 6 ans***

<u>DECISION SOLLICITEE</u>
<ul style="list-style-type: none">❖ Approuver les conclusions du Bilan du SCOT du Léon à 6 ans❖ Autoriser le Président ou son représentant à transmettre le bilan à 6 ans aux autorités compétentes❖ Mener l'ensemble des démarches de publicité réglementaires

	Séance du 5 décembre 2022 – Point 6
	PROJET DE TERRITOIRE – approbation suite à la fin de la phase de consultation
	Rapporteur JEAN-PAUL VERMOT

Exposé

Le 18 juillet dernier, Monsieur le Président a transmis un courrier à chaque structure membre du comité syndical du Pays afin de pouvoir émettre des remarques sur le projet de territoire du Pays de Morlaix.

Celui-ci a été élaboré à partir du portrait de territoire du Pays qui présente des données statistiques et à partir des projets de territoire des 3 EPCI membres.

- **6 contributions ont été reçues par le Pays :**

Morlaix Communauté
CC Pays de Landivisiau
La chambre d'agriculture
La chambre de Commerce et d'industrie
La chambre de l'artisanat et des métiers
Le conseil de développement

- **Concernant la synthèse du diagnostic :**

- Vigilance sur l'utilisation de données statistiques trop anciennes :

Même s'il s'agit d'une synthèse les 6 contributeurs ont souhaité attirer l'attention du comité syndical sur la nature et la précision des données statistiques utilisées.

Par exemple :

- le niveau des investissements portés depuis 4 à 5 ans dans les domaines industriels, ou agro – industriels, par exemple, doit être mieux affirmé.
- La proportion des entreprises artisanales était qualifiée de faible dans le projet. Or, celle-ci est supérieure à la densité départementale (25/1000 habitants pour le Pays ; 21/1000 habitants pour le dpt)
- = Ces mentions ont été modifiées dans le projet proposé.
- = La partie AFOM qui présentait des conclusions sans être appuyées par des chiffres a été supprimée.

- **Concernant les enjeux partagés :**

-les ambitions portées par le projet sont partagées par les contributeurs

- **Concernant le programme d'action du Pays :**

- Plusieurs thématiques n'apparaissent pas assez prioritaires/précises selon les contributeurs :
 - o Questionnement sur l'échelle du traitement de la question touristique
 - o Une affirmation plus forte de la mobilisation du Pays en matière de transition écologique est souhaitée
 - o Le traitement de la question de la mobilité doit être précisée et notamment en ce qui concerne les moyens alloués à cette politique à cette échelle

LE PROJET DE TERRITOIRE

La réponse du Pays de Morlaix, afin de contribuer à relever les défis communs, se décompose en trois grands axes, 9 orientations stratégiques et environ 30 missions.

AXE 1 : COORDONNER LES ACTEURS DU TERRITOIRE ET SE SAISIR DES OPPORTUNITÉS DE TRANSITIONS ET D'INNOVATIONS

ORIENTATION 1 : Poursuivre la mission d'animation territoriale à l'échelle du Pays de Morlaix

ORIENTATION 2: Poursuivre la mission de coordination territoriale emploi formation à l'échelle Pays de Morlaix

ORIENTATION 3 : Accompagner les filières innovantes en collaboration avec l'ensemble des acteurs

AXE 2 : VEILLER À UN DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ ET SOUTENABLE À L'ÉCHELLE DU PAYS DE MORLAIX

ORIENTATION 4 : Affirmer le rôle du Pays comme chef de file de la planification urbaine stratégique

ORIENTATION 5 : S'engager vers une gestion intégrée de l'eau, une ressource essentielle pour la pérennité du territoire

ORIENTATION 6 : Coordonner et/ou suivre la réflexion de la mise en œuvre d'actions intégrées dans les PCAET

ORIENTATION 7 : Articuler les politiques de mobilités dans l'ensemble du pays de Morlaix

AXE 3 : RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE EN S'APPUYANT SUR LE CADRE DE VIE EXCEPTIONNEL DU PAYS DE MORLAIX ET EN FAVORISANT LE BIEN VIVRE ENSEMBLE


ORIENTATION 8 : Développer une approche diversifiée d'une politique patrimoniale par la mise en œuvre du label Pays d'art et d'histoire

ORIENTATION 9 Favoriser la cohésion sociale grâce au contrat local de santé, avec les acteurs existants

- ***Pièce jointe : le Projet de territoire modifié***

DECISION SOLLICITEE

- ❖ APPROUVER le projet de territoire
- ❖ Mobiliser les moyens à mobiliser pour le mettre en œuvre

	Séance du 5 décembre 2022 – Point 7
	SIG mutualisé
	Rapporteur JEAN-PAUL VERMOT

Exposé

L'objectif du projet est d'assurer une mission de préfiguration d'un service Système d'Information Géographique. Pour cela, la mise à disposition d'une partie de service de Morlaix Communauté est proposée.

Les principes de la mise à disposition sont les suivants :

- Objet et durée de la mise à disposition :

MORLAIX COMMUNAUTE met à disposition du Pays de Morlaix, de la CCPL et de HLC, une partie de ses services à hauteur d'un poste à 1/3 ETP pour exercer des missions d'**assistance à la mise en place d'un service de Système d'Information Géographique communautaire mutualisé**, pendant une année.

Le travail de la partie de service mise à disposition est organisé par MORLAIX COMMUNAUTÉ – Direction de l'Aménagement, en collaboration avec le Pays de Morlaix, la CCPL et HLC.

Les missions relèvent de :

- l'inventaire des outils, utilisateurs et usages existants dans chaque collectivité, ainsi que des données existantes et de leurs stockages
- l'étude des besoins recensés, et la rencontre des services pour comprendre et préciser les prestations attendues
- la constitution et animation d'un groupe d'agents et élus intéressés par le sujet, en prémices d'un futur réseau d'utilisateurs ou de référents SIG, afin de les acculturer au sujet et questionner collectivement les besoins, usages, et solutions
- la proposition de plusieurs scénarios :
 - d'organisation matérielle et logicielle, y compris un scénario de solution unique, mutualisée entre les 3 collectivités et Morlaix Communauté, avec plan pluriannuel d'investissement et de fonctionnement
 - d'estimation (ETP et coûts) et d'organisation des moyens humains à consacrer
- l'accompagnement des collectivités dans les procédures de commande publique (rédaction des pièces techniques, analyse des offres, accompagnement au choix du prestataire / logiciel etc).
- l'accompagnement des collectivités au recrutement des agents indiqués (rédaction des offres d'emploi)
- la proposition de toutes procédures / tous process jugés utiles au fonctionnement du futur service SIG, (ex : conventions types d'échange de données)
- sous réserve du plan de charge, production d'analyse ou de support graphique nécessaires dans le cadre de projets en cours, à partir de données existantes (NB : la mise à disposition de service ne concerne pas la création de données).


Le Pays de Morlaix, la CCPL, HLC remboursera à Morlaix Communauté le montant correspondant à 1/3 de la rémunération et des charges liées à ce ou ces agents concernés par la convention de mise à disposition d'une partie de service, sur présentation d'un état semestriel.

Les frais de missions (déplacements selon barème kilométrique, repas selon barème réglementaire en vigueur ...) liés à la mission accomplie au Pays de Morlaix, à la CCPL, à HLC, feront l'objet d'un remboursement à Morlaix Communauté dans les mêmes conditions.

Le montant des remboursements ne pourra en outre excéder le montant maximum prévu dans le plan de financement de l'opération, soit 60 000 € sur 1 an.

DECISION SOLLICITEE

- ❖ AUTORISER LE Président à signer la convention de mise à disposition qui reprend les conditions énoncées ci-dessus

	Séance du 5 décembre 2022 – Point 8
	ART – plateforme de la mobilité INFORMATION
	Rapporteur JEAN-PAUL VERMOT

Exposé

L'association ART se définit comme une association d'insertion sociale et professionnelle à travers l'accès au travail. Ce dernier constitue, pour les membres de l'association, un outil essentiel et nécessaire, l'ART estimant que l'emploi est une condition sine qua non d'insertion sociale.

Les missions de l'association se déclinent à travers quatre dispositifs :

1- L'Atelier d'insertion qui se situe au démarrage du projet d'insertion professionnelle tout en consolidant l'insertion sociale.

Le déroulement du projet a pour objectif de permettre au stagiaire de s'approprier les méthodes de construction de projet d'insertion, de vivre une expérience d'entreprise apprenante et d'engager son parcours de retour à l'emploi avec l'aide d'un animateur-formateur et d'une conseillère en insertion professionnelle.

2- Les chantiers d'insertion se situent dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Leurs activités peuvent s'exercer dans l'ensemble des secteurs d'activité. L'utilité sociale des chantiers d'insertion (ACI) se vérifie notamment au regard de leur mission d'accompagnement social et professionnel des publics embauchés et de leur contribution aux besoins collectifs émergents ou non satisfaits.

3- L'association intermédiaire (AI) contribue à l'insertion et au retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Les salariés travaillent soit au sein d'une équipe soit en autonomie pour le compte de collectivités, d'entreprises, d'associations, de particuliers. Des encadrants techniques et des conseillers en insertion professionnelle assurent le suivi des personnes.

4- La plate-forme mobilité du Pays de Morlaix permet quant à elle, en augmentant le potentiel de mobilité géographique des publics, à des salariés de rejoindre leur lieu de travail ou à des demandeurs d'emploi de se rendre à un entretien d'embauche.

En outre, elle constitue un chantier d'insertion, puisque les chauffeurs sont des bénéficiaires du dispositif d'insertion.

- les missions de la plateforme mobilité sont :

- établir un diagnostic complet de la personne en termes de mobilité afin d'élaborer des réponses réalistes et adaptées,
- compléter l'offre de transport accessible aux usagers en proposant d'autres modes de déplacement : transports collectifs, location de véhicules à moindre coût à titre provisoire, covoiturage, auto partage,
- apporter une attention particulière aux problématiques rencontrées par les femmes et les jeunes,
- réduire les freins d'ordre cognitif et/ou socioculturel par une approche pédagogique personnalisée,
- permettre une meilleure coordination et activation de l'offre existante sur le territoire tout en impulsant de nouvelles actions,
- apporter des réponses aux problématiques psychologiques freinant la mobilité,
- informer les participants sur l'offre et les aides à la mobilité,

- accompagner les bénéficiaires vers l'autonomie (savoir prendre le bus, prendre des leçons de conduites, etc.)

Le Conseil d'Administration de l'ART réuni en octobre 2022 a décidé de stopper l'action de la plateforme de la mobilité au 31.12.2022.

Durant l'été 2022, l'ART a transmis des informations sur l'activité de la plateforme et sur son budget.

Les difficultés exprimées par l'ART sont :

- Rappel du caractère provisoire du portage de la plateforme par l'ART lors de la reprise de l'activité (assurée par l'ancienne association d.place) en 2017
- Déficit budgétaire structurel de la plateforme compensé par les autres champs d'intervention de l'association – modèle qui a atteint ses limites
- Parc de véhicule vieillissant, nécessitant d'importants et coûteux travaux de maintenance
- Fin de la dérogation de la capacité de transport jusqu'au 18 janvier 2023 – nominative et rattachée au directeur actuellement absent.

Lors d'une réunion organisée le 27 septembre, les élus des 3 EPCI ont sollicité l'ART afin de disposer d'une période transitoire indispensable pour pouvoir explorer les autres options de portage des missions assurées par la plateforme. Les 3 Présidents d'EPCI se sont également engagés à compenser le déficit budgétaire de la plateforme.


Une nouvelle réunion a été organisée en sous-préfecture de Morlaix le 16 novembre.

Lors de cette séance, Madame la sous-préfète a interpellé l'ART sur le fait que si l'État négocie la poursuite de la dérogation de capacité et participe à compenser le déficit, l'objectif est que l'activité de l'association perdure. Si l'ART décline, alors il sera nécessaire de se tourner vers une autre structure.

Des contacts ont été pris par l'ART avec les deux autres plateformes de mobilité finistériennes.

Démarches à suivre

- L'obtention de la capacité de transport s'avère être, dans un premier temps, le frein majeur à la poursuite de l'activité de l'association en 2023 et, par voie de conséquence, au fait de pouvoir disposer du temps nécessaire à la réflexion collective (à laquelle il convient d'associer le conseil départemental). Des contacts ont été entrepris sur cette question avec l'IUT logistique de Quimper et avec l'association Don Bosco.
- Une réunion technique est organisée le 8 décembre afin d'identifier des scénarios de portage de la plateforme de la mobilité, de reposer les besoins et objectifs d'une telle structure.
- Un recensement des données de fréquentation de la plateforme est en cours auprès des prescripteurs (service public de l'emploi)

	Séance du 5 décembre 2022 – Point 9
	DIVERS